



## Cercle Europe & Economie Sociale

# Déjeuner avec Alexandre de la Volpilière

Chef de secteur TESC (Travail, emploi, politique sociale, santé, éducation, culture, audiovisuel, sport) au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).

16 janvier 2020

*Le 16 janvier, le Cercle Europe et Economie Sociale a eu le plaisir d'accueillir le chef de secteur TESC (Travail, emploi, politique sociale, santé, éducation, culture, audiovisuel, sport) au Secrétariat général des affaires européennes (SGAE), Alexandre de la Volpilière, à deux ans de la présidence française de l'UE.*

### La feuille de route sociale de la Commission

La Commission européenne a dévoilé, le mardi 14 janvier 2020, sa feuille de route en matière sociale. Cette feuille de route représente la mise en œuvre concrète des promesses sociales d'Ursula von der Leyen lors de son discours devant le Parlement européen mi-juillet 2019.

Ces propositions poursuivent les avancées qui avait été faites par la précédente Commission qui posait de bonnes bases.

Cette feuille de route, très complète, est de plus accompagnée d'un calendrier pour plus de dynamisme.

### Quelle position française au niveau européen en matière sociale ?

La position de la France en matière sociale avait été dessinée par le Président Macron lors de son discours de la Sorbonne de septembre 2017 ainsi que dans la lettre « Renaissance » précédant les élections européennes de 2019.

Cette position peut se résumer autour de trois grandes notions :

1. La solidarité : de manière transversale et inclusive en Europe ;
2. La protection : pour une Europe qui protège, afin de répondre à la forte demande des citoyens européens ;
3. Enfin la souveraineté : avec un marché du travail qui s'adapte et qui est compétitif face aux acteurs internationaux ;

L'annonce d'un plan d'action pour la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux par la Commission, ainsi qu'une consultation publique, est donc jugé comme une très bonne nouvelle par Paris.

La France souhaite aussi appuyer son action en faveur d'une Europe sociale sur un document, certes juridiquement non contraignant, mais qui a le mérite d'avoir été politiquement reconnu par les trois institutions européennes : le Socle européen des droits sociaux.

Enfin, trois grandes transitions importantes guident les engagements français en matière sociale.

D'abord la transition sociale. Le FSE avait été pensé en 1957 pour accompagner les transitions industrielles. Il faut dorénavant accompagner les transitions sociales avec par exemple le Fonds européens d'ajustement à la mondialisation, qui va voir ses seuils être abaissés, mais aussi des investissements dans les compétences et les formations. Sur ces aspects, la France a d'ailleurs beaucoup d'exemples qui semblent particulièrement intéresser le commissaire à l'emploi et aux affaires sociales Nicolas Schmit (loi choix de formation professionnelle) Il y a ensuite et bien évidemment la transition écologique, qui est une priorité française et enfin la transition numérique, qu'il faut aussi accompagner.

### Le socle européen des droits sociaux

Priorité française, il faut dorénavant le mettre concrètement en œuvre et la France compte porter les principes déclinés dans le Socle.

La précédente Commission s'y était attelée en proposant des textes comme l'Autorité européenne du travail, l'équilibre vie privée/vie professionnelles ou encore la coordination des systèmes de sécurité sociale.

La nouvelle Commission pense le socle comme une boussole de pilotage des engagements européens.

Mais quels leviers utiliser pour mettre en œuvre d'autres principes ?

Il y a d'abord et évidemment par une initiative juridique de la Commission européenne. Ensuite, via le

Semestre européen une véritable approche « sociale » est mise en place.

Enfin, dernier levier que porte particulièrement le gouvernement français, c'est la conditionnalité sociale dans l'attribution des Fonds européens, en fonction de critères.

### **Les autres sujets de positionnement de la France**

- Bouclier social : décliné dans les discours du Président Emmanuel Macron, le bouclier social européen est l'une des autres idées du gouvernement. Il se décline autour de deux grandes idées : d'abord la mise en place d'un salaire minimum au niveau européen qui respecterait les traditions de dialogue social nationales, ce que propose la Commission européenne ; deuxième point avancé : une meilleure régulation et une harmonisation des coûts du travail et des cotisations salariales et patronales au niveau européen (travail égal, salaire égal et cotisation égales).
- L'employabilité des jeunes : autres combats français à Bruxelles, Paris milite pour un renforcement des fonds en faveur des jeunes, et notamment d'Erasmus + avec un doublement de ses capacités ; les objectifs présidentiels sur ce sujet étaient notamment que la moitié des jeunes d'une tranche d'âge partent 6 mois à l'étranger, un plus grand plurilinguisme et enfin la mise en place d'universités européennes, projet lancé il y a deux ans par la Commission européenne et qui rencontre déjà un certain succès.

### **Quels sont les sujets en matière de santé ?**

Sur la santé et la position du gouvernement au niveau européen, trois sujets mobilisent principalement : d'abord la priorité de la Présidente von der Leyen d'un grand plan cancer, avec la volonté côté français de pousser un chapitre sur la vie après le cancer ; la révision de la directive tissus/cellules ; et enfin la question de la tarification des médicaments et plus généralement du financement de la santé et des incitations envers certains médicaments.

### **Comment faire mieux participer la société civile aux prises de décisions ?**

Cette question a animé le déjeuner pour une meilleure participation démocratique au projet européen et une appropriation du socle par les acteurs. Certes le CESE a un rôle de représentation de la société civile mais cela n'est pas suffisant. La mise en place d'une grande conférence sur l'avenir de l'Europe, qui pourrait prendre place lors de la présidence française durant le premier semestre 2022 est une première réponse. Une vraie volonté d'associer les citoyens européens existe autour de cette conférence. Les initiatives européennes et la mobilisation auprès des députés européens en sont d'autres.